

**Supprimés de la plaquette «Communauté germanophone »  
car ne relevant pas de ses compétences :**

- La capacité juridique : réglementation déclarative de reconnaissance et soutien à la prise de décision (10a), ressources pour les Juges de Paix, formation des acteurs (10c)
- L'accès à la Justice : formation , soutien individualisé et aménagements procéduraux ( ??)
- La santé : soins financièrement abordables (23a) et un personnel médical formé (23b)
- Le niveau de vie et la protection sociale :... et améliorer les délais de traitement DG HAN (26c)

Commenté [MO1]: Fédéral + CG

Commenté [MO2]: Fédéral + Régional + CG

**Supprimés de la plaquette « Vlaamse  
gewest&Gemeesnschap » car ne relevant pas de ses  
compétences :**

- La capacité juridique : réglementation déclarative de reconnaissance et soutien à la prise de décision (10a), ressources pour les Juges de Paix, formation des acteurs (10c)
- L'accès à la Justice : formation , soutien individualisé et aménagements procéduraux ( ??)
- La création de conseils dans toutes les régions et communautés (4)
- ...et améliorer les délais de traitement DG HAN (26c)

**Supprimés de la plaquette « Région wallonne » car ne  
relevant pas de ses compétences :**

- La capacité juridique : réglementation déclarative de reconnaissance et soutien à la prise de décision (10a), ressources pour les Juges de Paix, formation des acteurs (10c)
- L'accès à la Justice : formation , soutien individualisé et aménagements procéduraux ( ??)
- L'accès à l'information sexuelle, reproductive et contraceptive (21c)
- L'éducation : enseignement inclusif (22a), soutien individualisé (22b), formation des enseignants (22c)
- La santé : soins financièrement abordables (23a) et un personnel médical formé (23b)

Commenté [DV3]: L'avaiq, non ?

Commenté [DV4]: Pas le cas ?

Commenté [DV5]: Avec les réformes de l'Etat, un glissement s'opère : les aides soignantes posent des actes médicaux...

- ...et améliorer les délais de traitement DG HAN (26c)

**Supprimés de la plaquette « Région Bruxelles-Capitale »  
car ne relevant pas de ses compétences :**

- La capacité juridique : réglementation déclarative de reconnaissance et soutien à la prise de décision (10a), ressources pour les Juges de Paix, formation des acteurs (10c)
- L'accès à la Justice : formation , soutien individualisé et aménagements procéduraux ( ??)
- L'accès à l'information sexuelle, reproductive et contraceptive ( 21c)
- L'éducation : enseignement inclusif (22a), soutien individualisé (22b), formation des enseignants (22c)
- La santé : soins financièrement abordables (23a) et un personnel médical formé (23b)
- ...et améliorer les délais de traitement DG HAN (26c)

**Supprimés de la plaquette « Fédération Wallonie-  
Bruxelles » car ne relevant pas de ses compétences :**

- La capacité juridique : réglementation déclarative de reconnaissance et soutien à la prise de décision (10a), ressources pour les Juges de Paix, formation des acteurs (10c)
- L'accès à la Justice : formation, soutien individualisé et aménagements procéduraux ( ??)
- La mobilité personnelle dans tous les domaines en assurant la mise en conformité de l'environnement et le soutien individuel (19a), ainsi que l'accès aux aides individuelles à la mobilité et aux technologies d'assistance (19b)
- L'adaptation et la réhabilitation nécessaires à la participation (24a) et abordable (24b)
- Le travail et l'emploi : accroître le taux d'emploi (25a), supprimer les barrières à l'embauche et sur le lieu de travail (25c), augmenter les aménagements raisonnables (25c), promouvoir l'accès au marché libre (25b), appliquer l'UNCRPD dans les SDGs (25d)
- Le niveau de vie et la protection sociale : intégrer le handicap dans la lutte contre la pauvreté (26a), surcoûts liés au handicap (26b)
- Le droit de vote pour tous (27a), accessibilité de l'environnement (27b) et représentation politique (27c)

- ...et améliorer les délais de traitement DG HAN (26c)

### **Supprimés de la plaquette « COCOF » car ne relevant pas de ses compétences :**

- La capacité juridique : réglementation déclarative de reconnaissance et soutien à la prise de décision (10a), ressources pour les Juges de Paix, formation des acteurs (10c)
- L'accès à la Justice : formation, soutien individualisé et aménagements procéduraux ( ??)
- La mobilité personnelle dans tous les domaines en assurant la mise en conformité de l'environnement et le soutien individuel (19a), ainsi que l'accès aux aides individuelles à la mobilité et aux technologies d'assistance (19b)
- L'adaptation et la réhabilitation nécessaires à la participation (24a) et abordable (24b)
- Le travail et l'emploi : accroître le taux d'emploi (25a), supprimer les barrières à l'embauche et sur le lieu de travail (25c), augmenter les aménagements raisonnables (25c), promouvoir l'accès au marché libre (25b), appliquer l'UNCPRD dans les SDGs (25d)
- Le niveau de vie et la protection sociale : intégrer le handicap dans la lutte contre la pauvreté (26a), surcoûts liés au handicap (26b)
- Le droit de vote pour tous (27a), accessibilité de l'environnement (27b) et représentation politique (27c)
- ...et améliorer les délais de traitement DG HAN (26c)

**Commenté [DV6]:** Est-ce que tout relève d'Iriscare ?

**Commenté [DV7]:** Iriscare ?

### **Supprimés de la plaquette « COCOM » car ne relevant pas de ses compétences :**

- La capacité juridique : réglementation déclarative de reconnaissance et soutien à la prise de décision (10a), ressources pour les Juges de Paix, formation des acteurs (10c)
- L'accès à la Justice : formation, soutien individualisé et aménagements procéduraux ( ??)
- La mobilité personnelle dans tous les domaines en assurant la mise en conformité de l'environnement et le soutien individuel (19a), ainsi que l'accès aux aides individuelles à la mobilité et aux technologies d'assistance (19b)
- L'éducation : enseignement inclusif (22a), soutien individualisé (22b), formation des enseignants (22c)

**Commenté [DV8]:** Aussi régionaux : par ex gardien de la paix ...

**Commenté [DV9]:** Region

- L'adaptation et la réhabilitation nécessaires à la participation (24a) et abordable (24b)
- Le travail et l'emploi : accroître le taux d'emploi (25a), supprimer les barrières à l'embauche et sur le lieu de travail (25c), augmenter les aménagements raisonnables (25c), promouvoir l'accès au marché libre (25b), appliquer l'UNCRPD dans les SDGs (25d)
- Le niveau de vie et la protection sociale : intégrer le handicap dans la lutte contre la pauvreté (26a), surcoûts liés au handicap (26b)
- Le droit de vote pour tous (27a), accessibilité de l'environnement (27b) et représentation politique (27c)
- ...et améliorer les délais de traitement DG HAN (26c)

**Commenté [DV10]:** C'est Iriscare (conseil de gestion aide aux personnes)

**Commenté [DV11]:** Si on le supprime ici aussi, qui pour BXL ?

**Commenté [DV12]:** Accompagnement relève des regions

## Supprimé de l'introduction

- (13 décembre 2006, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) adoptait le texte de la Convention sur les droits des personnes handicapées (UNCRPD))
  - Pourquoi une convention spécifique sur les droits humains des personnes handicapées ? Un texte nécessaire, malheureusement
    - En théorie, les droits de tous les êtres humains sont garantis par la Déclaration universelle des Droits de l'homme
    - Dans les faits, il a été nécessaire de créer d'autres conventions pour protéger des groupes particuliers. C'est le cas de la Convention des droits de l'enfant, par exemple
    - Au tournant de l'an 2000, il a bien fallu constater que les droits humains des personnes présentant un handicap n'étaient pas suffisamment respectés. Ceci était vrai dans l'ensemble des pays signataires de la Charte des Nations Unies
  - Un événement historique ! L'UNCRPD peut être considérée comme historique à 3 titres :
    - un consensus atteint dans un délai très court : 6 ans
    - une très forte implication des organisations représentatives des personnes handicapées
    - la première Convention internationale ratifiée par l'Union européenne
- (Août 2011, premier rapport périodique de la Belgique)
  - Prévu par le « système de l'ONU »
  - Chaque Etat partie à la convention doit régulièrement faire rapport sur la manière dont il agit pour mettre en œuvre la Convention
- (Février 2014, premier rapport alternatif du Belgian Disability Forum asbl (BDF) et des conseils d'avis handicap existants au niveau de la Belgique fédérale)
  - Prévu par le « système de l'ONU »

- Les organisations de la société civile sont invitées à transmettre un rapport alternatif au Comité des droits des personnes handicapées

**TOUT A ÉTÉ GARDE pour LE FEDERAL ?**